

Extrait du compte rendu de la 453e réunion du Conseil de l'UEO tenue au niveau ministériel (Luxembourg, 15 février 1973)

Légende: Lors de la 453e réunion du Conseil de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), tenue au niveau ministériel le 15 février 1973 à Luxembourg, les délégations interviennent sur le développement des relations Est-Ouest. André Bettencourt, ministre français délégué auprès du ministre des Affaires étrangères, revient entre autres sur la dernière rencontre entre Georges Pompidou et Leonid Brejnev. Ces entretiens ont notamment porté sur la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) ainsi que sur les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces militaires (MBFR) en Europe centrale. Tandis que les Soviétiques ont insisté sur la participation de la France aux négociations, celle-ci a réaffirmé sa position, notamment le refus du système de bloc à bloc et d'un déséquilibre militaire croissant au centre de l'Europe, le Président Pompidou se limitant à affirmer qu'il y aurait d'autres occasions de reparler des MBFR. De son côté, le sous-secrétaire d'État parlementaire britannique au ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth Anthony Royle note que les préparatifs pour la CSCE se déroulent très bien du point de vue occidental, et il souligne l'importance de la solidarité des Occidentaux en vue des prochaines négociations MBFR.

Source: Conseil de l'Union de l'Europe occidentale. Extrait du compte rendu de la 453e réunion du Conseil de l'UEO tenue au niveau ministériel le 15 février 1973 à Luxembourg. II. Relations Est/Ouest. CR (73) 3. pp. [s.p]; 23-24; 28-30. Archives nationales de Luxembourg (ANLux). <http://www.anlux.lu>. Western European Union Archives. Secretariat-General/Council's Archives. 1954-1987. Foundation and Expansion of WEU. Year: 1971, 01/02/1971-30/03/1974. File 132.15. Volume 4/7.

Copyright: (c) WEU Secretariat General - Secrétariat Général UEO

URL:

http://www.cvce.eu/obj/extrait_du_compte_rendu_de_la_453e_reunion_du_conseil_de_l_ueo_tenue_au_niveau_ministeriel_luxembourg_15_fevrier_1973-fr-43c93383-7c53-4bcc-9690-2da636852d9d.html



Date de dernière mise à jour: 13/10/2016

Président: M. THORN

II. RELATIONS EST/OUEST

a) Etat des relations entre la République
Fédérale d'Allemagne et la République
démocratique allemande

31: GDR

c) Relations avec les pays de l'Europe de l'Est

M. BETTENCOURT, à propos des conversations franco-soviétiques de Zaslavl, déclare que les entretiens entre M. Pompidou et M. Brejnev se sont déroulés sans aucun formalisme - car il s'agissait d'une visite de travail, et dans une ambiance que l'on peut qualifier de très bonne. Le fait que les deux hommes d'Etat s'étaient déjà rencontrés plusieurs fois a naturellement facilité leur dialogue.

La C.S.C.E. a été le principal sujet évoqué à cette occasion. Les Soviétiques ont annoncé les deux modifications qu'ils se proposaient d'apporter à leur position s'agissant, d'une part, des questions culturelles, dont ils admettent désormais de faire un point particulier de l'ordre du jour, et, d'autre part, des mesures propres à assurer la confiance, qu'ils acceptent d'inclure au programme de la Commission qui sera chargée des problèmes de sécurité. En contre-partie de ce pas effectué dans la direction de leur interlocuteur, ils ont cherché à le rallier à leur projet de création d'un organisme permanent. Il leur a été répondu que le gouvernement français souhaitait ne se prononcer sur cette question qu'aux vues des résultats de la Conférence : c'est sur la base des conclusions auxquelles aboutiront chacune des commissions qu'il conviendra d'examiner l'opportunité de donner des suites institutionnelles à leurs travaux.

D'autre part, MM. Brejnev et Gromyko ont beaucoup insisté pour que le gouvernement français accepte de s'associer à la négociation sur les M.B.F.R. Du côté français on s'est contenté de réaffirmer la position constante de la France en la matière, fondée sur l'opposition au système de bloc à bloc, sur le désir de ne pas voir s'instaurer ou s'accroître un déséquilibre militaire au centre de l'Europe, et sur les risques d'une tentative de neutralisation de cette région. On a écouté les Soviétiques développer leurs vues, d'où il ressortait que la négociation serait longue et compliquée et qu'une participation française était vivement souhaitée à un stade ou à un autre. M. Pompidou s'est borné à dire que puisque les Soviétiques prévoient eux-mêmes une longue négociation et que d'autres rencontres franco-soviétiques auraient lieu dans l'avenir, on aurait l'occasion d'en reparler.

SECRET

- 23 -

U.E.O. SECRET

CR (73) 3

Le problème des rapports de l'U.R.S.S. avec la Communauté Economique Européenne a été soulevé par M. Brejnev, qui a marqué sa préoccupation quant aux conditions dans lesquelles pourraient avoir lieu les négociations commerciales bilatérales à partir du moment où le commerce avec les pays de l'Est serait de la compétence des Communautés. Il a par ailleurs évoqué la possibilité de contacts, voire d'une coopération, entre la C.E.E. et le COMECON sur ces deux points; le temps n'a pas permis un échange de vues.

Enfin, d'autres sujets tels que le Vietnam et le Moyen-Orient ont été abordés, mais en termes généraux. Le communiqué final reflète l'orientation de la discussion.

Cette visite a fourni au gouvernement français l'occasion de mieux faire comprendre à ses interlocuteurs les raisons qui fondent son attitude à l'égard notamment des affaires européennes. L'évolution récente de certaines positions soviétiques à Helsinki laisserait penser qu'il a été entendu.

L'autre événement important des relations de la France avec l'Est, au cours des récents mois, a été le voyage de M. Schumann à Bucarest, les 29 et 30 janvier. Le Ministre a été reçu par M. Ceausescu et par M. Maurer; il a eu aussi deux entretiens avec son homologue roumain, M. Macovescu. Les sujets évoqués ont été, là encore, la C.S.C.E., les M.B.F.R. et les rapports avec le Marché commun. Les Roumains ayant amplement fait connaître leurs vues sur la Conférence depuis l'ouverture des débats d'Helsinki, M. Bettencourt se borne à indiquer qu'ils ont souligné leur désir de voir respecter la pleine égalité des participants et qu'ils ont rappelé l'importance attachée par eux à la réaffirmation du principe du non recours à la force. D'autre part, ils ont insisté tout comme les Soviétiques sur la création par la C.S.C.E. d'un organisme permanent chargé de préparer les sessions ultérieures de la Conférence; selon eux il s'agirait donc d'un organe administratif et non d'un conseil de sécurité européen, mais où tous les pays devraient être représentés.

.../...

U.E.O. SECRET
SECRET

SECRET

- 24 -

U.E.O. SECRET

CR (73) 3

Concernant les M.B.F.R., M. Macovescu, sans s'appesantir sur les motifs qu'a son gouvernement d'y participer, a esquissé le programme que les Roumains entendent voir traiter par les conversations de Vienne : réduction des forces étrangères, réduction des armements, réduction des forces nationales. A leur avis, ces trois chapitres successifs des M.B.F.R. pourraient faire l'objet des débats de diverses commissions géographiques, Europe du nord, Europe centrale, Balkans. Les Roumains ont déclaré nettement que pour eux il était inconcevable qu'une réduction éventuelle des forces nationales roumaines puisse être discutée sans leur participation.

Quant au Marché commun, il pose aux Roumains deux problèmes. L'un, capital à leurs yeux, est l'octroi par la Communauté à leur pays des préférences généralisées consenties aux pays sous-développés. M. Schumann leur a apporté sur ce point un sujet de satisfaction. Il a annoncé à M. Macovescu que, surmontant ses objections d'ordre économique, à savoir que l'accession à ce système de préférences de la Roumanie, pays en pleine expansion industrielle, n'est évidemment pas dans l'intérêt des pays du tiers monde, le gouvernement français avait décidé, pour des raisons politiques, de ne pas s'opposer à une décision favorable de la Communauté, une fois réglé le problème des rapports du Marché commun avec Israël et l'Espagne. Le second problème, pour l'instant plus théorique, concerne les rapports des Etats socialistes avec la Communauté. M. Macovescu a confirmé ce que l'on savait déjà, à savoir que la Roumanie n'a pas d'objection à des contacts entre les organismes eux-mêmes, Communauté et COMECON, mais qu'elle entend garder la liberté soit de passer en quelque sorte par le COMECON, soit de s'adresser directement à la Communauté en fonction de ses intérêts propres, intérêts que les Roumains, tout au long de leurs conversations avec M. Schumann, se sont montrés plus que jamais attachés à préserver.

M. WESTERTERP désire faire une brève communication au sujet de la visite faite aux Pays-Bas au début du mois de janvier par le vice-ministre des Affaires étrangères de Roumanie, le Ministre Gliga. C'est à la demande de ce dernier que des conversations ont eu lieu, à La Haye, sur les questions relatives à la C.S.C.E. Du côté roumain, on a fait observer qu'un certain lien devrait exister entre celle-ci et les conversations sur des mesures

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

SECRET

- 28 -

U.E.O. SECRET

CR (73) 3

est disposée à déclarer nul l'accord en question et à souligner une fois de plus, dans cette déclaration, que ce qui s'est passé alors était un acte d'injustice; mais elle ne peut aller au-delà. Le gouvernement de la R.F.A. espère cependant enregistrer bientôt des progrès, car le règlement de la question est lié à l'établissement de relations diplomatiques avec la Hongrie et la Bulgarie, question que la R.F.A. désire résoudre sans retard à l'avantage de tous.

M. ROYLE a entendu avec beaucoup d'intérêt l'exposé de M. Apel sur l'évolution des relations entre le gouvernement fédéral d'Allemagne, d'une part, et la Pologne et l'Union soviétique, d'autre part. Il a été notamment très utile d'entendre comment le gouvernement allemand prévoit que vont évoluer maintenant ses relations avec la Tchécoslovaquie. Les observations de M. Bettencourt sur les entretiens de M. Pompidou avec M. Brejnev et ceux de M. Schumann à Bucarest ont été également fort intéressantes, faisant ressortir la place importante tenue dans ces conversations par la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et par les M.B.F.R.

Il est clair que les événements les plus marquants dans le domaine des relations Est/Ouest ont, au cours des six derniers mois, été la mise en route des préparatifs d'une conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces en Europe centrale. Il semble au gouvernement britannique que les entretiens d'Helsinki se déroulent favorablement du point de vue occidental. Les neuf membres des communautés européennes ont joué un rôle de premier plan à l'appui des propositions présentées par l'Ouest et, grâce à la soigneuse préparation entreprise ces dernières années, une heureuse solidarité s'est manifestée entre les pays occidentaux. Le fait est encourageant à constater dans l'intérêt de l'unité européenne. Les Russes ont été ainsi amenés à modérer leur attitude et à accepter une préparation encore plus minutieuse qu'ils ne l'avaient envisagé. Il importe de sauvegarder cette solidarité. Il est certainement de l'intérêt de l'Occident - et certains pays neutres et non alignés ont reconnu qu'il était aussi du leur - que la conférence soit préparée avec assez de soin, en sorte que les Occidentaux puissent soulever les nombreuses questions qui à leurs yeux sont importantes.

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

SECRET

- 29 -

U.E.O. SECRET

CR (73) 3

De l'avis de M. Royle, l'un des traits les plus saillants des conversations a été la manière dont l'Union soviétique a pris constamment position au nom de ses alliés du Pacte de Varsovie. Il est significatif qu'elle ait présenté en son nom les propositions du Pacte de Varsovie sur les quatre grands sujets qui étaient à l'examen. Elle a donné l'impression de vouloir aboutir rapidement et, pour cette raison, veille à ne pas ralentir les progrès vers un compromis. Il est à remarquer en outre, que parmi les pays de l'Europe de l'Est, ce sont la R.D.A. et la Pologne qui tiennent le premier rang. Durant la première série d'entretiens, c'étaient les Roumains et, à un beaucoup moindre degré, les Polonais qui avaient paru s'écarter de la voie soviétique. A ce propos M. Royle a été fort intéressé par ce qu'a dit M. Westerterp de ses conversations avec les Roumains. Sans doute en saura-t-on davantage sur les vues de la Roumanie et l'attitude qu'elle se propose d'adopter après la visite que M. Ceausescu doit faire prochainement aux Pays-Bas. Au cours de la seconde série des entretiens d'Helsinki, c'est la R.D.A. qui, de toutes les délégations, a paru la plus confiante et la plus souple. Les Polonais, notamment sur le chapitre des relations humaines et culturelles, ont été inflexibles, et les Roumains sont restés remarquablement silencieux. Aux yeux du gouvernement britannique, la leçon à tirer d'Helsinki est l'importance de la solidarité des Occidentaux; les négociations de Vienne sur les M.B.F.R. devraient en donner confirmation.

Ces négociations ont débuté de façon assez difficile, mais il ne fait pas de doute que si les Occidentaux restent fermes, ils sauront convaincre, comme ils en ont l'intention, leurs interlocuteurs soviétiques d'examiner dans le détail les niveaux des forces en Europe centrale. Comme l'ont fait apparaître les entretiens entre M. Pompidou et M. Brejnev en Union soviétique, les négociations de Vienne seront inévitablement longues, compliquées et très difficiles, mais l'essentiel est d'assurer que l'Occident ne soit pas moins bien défendu après qu'avant.

Quant aux relations bilatérales entre la Grande-Bretagne et l'Union soviétique, elles sont encore assez inégales, mais une amélioration semble se dessiner. L'année 1973 s'annonce comme favorable. Le gouvernement du Royaume-Uni est sur le point de signer un nouvel accord culturel avec

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

SECRET

- 30 -

U.E.O. SECRET

CR (73) 3

l'Union soviétique, la Commission mixte pour le commerce et la technologie se réunira de nouveau à Moscou en avril, et plusieurs autres rencontres et échanges sont prévus pendant l'année. Néanmoins la politique et la propagande soviétiques à l'égard de la Grande-Bretagne restent inamicales. Pour leur part les Britanniques ont souligné qu'ils ne considèrent pas la défense de leurs intérêts nationaux légitimes comme incompatible avec des relations plus courtoises et plus fécondes, et, tout en demeurant réalistes quant aux possibilités d'une entente plus étroite avec Moscou, ils continueront d'oeuvrer à l'amélioration des relations entre les deux pays.

Le Royaume-Uni a également entretenu d'étroits contacts avec les pays d'Europe orientale. Durant les derniers mois un certain nombre de visiteurs polonais et hongrois ont été accueillis en Grande-Bretagne et un accord de coopération industrielle a été conclu en septembre avec la Tchécoslovaquie. Les contacts avec ces pays ne se limitent naturellement pas au domaine gouvernemental; les étudiants d'Europe orientale sont encouragés à venir étudier au Royaume-Uni et les visites de spécialistes ou de touristes, notamment les jeunes, sont bienvenues. Le programme des visites ministérielles est conçu dans le meilleur intérêt des deux pays. Ces dernières semaines, le gouvernement britannique n'a pas accueilli moins de quatre ministres polonais et deux fois autant de vice-ministres. Il est à son avis très important qu'on puisse voir que l'intérêt que la Grande-Bretagne porte aux pays de l'Europe orientale n'a nullement diminué depuis qu'elle est devenue membre de la Communauté économique européenne. Tout au contraire, l'année devrait confirmer que la coopération économique et humaine avec les pays d'Europe orientale, à laquelle s'est référé le communiqué de la Conférence au sommet d'octobre dernier, a tout son sens pour le peuple britannique.

Avec les pays de l'Europe sud-orientale, les relations ont continué de se développer d'une façon satisfaisante. Le principal événement a été le voyage officiel très réussi de sa Majesté la Reine en Yougoslavie, au mois d'octobre dernier. Les échanges de visites se poursuivent, au niveau ministériel et à celui des fonctionnaires, entre la Grande-Bretagne, la Yougoslavie, la Roumanie et la Bulgarie. Ces visites s'ajoutent aux contacts d'amitié ou d'affaires que le gouvernement britannique s'efforce d'encourager dans les domaines les plus divers.

U.E.O. SECRET

SECRET